

BGE 31 I 709

Bundesgericht (BGE), 1905-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_31_I_709

FR: ATF 31 I 709

IT: DTF 31 I 709

Volltext

708 B. Strafrechtsp/lege. gegenüber die red)tlid)e @Uuation eine cmbere lei als gegenüber mater mrun. ;jebenaffa ift baß Urteil aud) mit meöug auf i~n entf3ul)eben, \1,)(\.\$ aud) in %tmt)enbung Mn %trt. 173 D@ gefd)el)en fann; @ad)e ber morinfctm~ ift es bann, enht)eber auf ~runb ber bort;anben %tftcn unter 3ugrunbelegung beß ent\1,mferten morfa~begriffe\$ lofor! baß (gnburteU geilen mrun @ol)n aU\$3u, fallen ober aber nötigenaffa unter ~ücfweifung an die Unter" ., f fud)ungß6el)örbe, die erforderlid)en %tftenergiinaungen boröune~men. 8. lBei lBeurteUung ter @d)ulb bes SiaifatioMOeflagten S)er" mann enblid) ift)tieberum barem au erinnern, baü baß ~emtf bejfet\tlegen die Siaiffattionsbeflagten mrun ein3i9 ftrafred)tHd) i:ler" folgt \tlerben rönnen, in ber unerlaubten menu~ung ber :paten" Herten (gr~nbung beftet;t. ~ie S)anblung bea .!taffationsbeflagten .\)ermann l)at nun barin beftcmbe, baa er, unter lBrud) feine~ :tJienfti:lertragcß mit ber \$taiffattonßWigerin, ben .!taifat{onßbe" fragten lBrun 'oie (gr~nbung l)erraten l)at; er l)at fid) alf 0 eineß mertragßorud)e\$ unb einer mer{e~ung beß %aorifge~eimniites)du(big gemad)t, unb oaburd) erit l)at er die ~ad)al)mung ber (gr~nbung burcf) die .!taffatton~bef(agten mmn ermöghd)t. (gr ift alio mo l)(~lJCittater ober @cl)ülfe oei her ~acf)at;mung ber (gr" finbung. ~mein bamit l:,at feine beliftid)e ~litigteit feinen %to:: fcf)(uf) gefunben. ~ie %lcf)a l)inung idoft fann aber, \tle in (gr\tl. 4 aU\$gefül)rt, nid)t alß Cftrafßare) ?ßatentbede~ung in me" trad)l fommen. '2ln bem ein3i9 in metrad)t tommenben ~elifte ber unerlaubten menll~ung ber patentierten ~r~nbung ift her .!taffattonsbeflagte S)ermanu uad) ben %tften nicf)t beteiligt; 3um minbeften l)at fid) her ber .!taffation~fligerin afß %tnflägt'riu oo~ fiegenbe 6cf)ulbbe\tlei~ nid)t barauf eritreft, baß ber .!taffationß" benagte S)ermann bei ber unerlaubten lBenu~ung her :patentierten (gr~nbung burd) die jtaffation~beflagten mrun al~ ~ittiiter ober @c)ilfe l)orfa~lid) mitge\tlirft t;aoe. ~ie ~iitigteit beß .!taffation\$~ beHagten S)ermann oei ben Siaiffationßbetlagten mrun tft bielmel)r nur l)ie eine~ einfad)en %rbeiter~; die lBenu~ung ber :patentierten 3ie9rolle burd) U)n erfolgt nid)t für il)n, fonbern ein3i9 unb affein ftlr feine %rbeitgeoer. ~o ber\tlerflid) (lucf) feine S)anblung\$" meile - ber mertrag~brud) unb bel' menat be~ %abrifgel)eim:: l)iffes - tft, fo fafft fie nicf)t unter ba\$ ~trafgefe~, jeben" fall\$ nid)t unter baß einatg in ~rage itel)enbe @trafgefe~ megen l)l. Organisation der Bundesrechtsp/lege. N0 118. 709 !f3atentberle~ung, unb il)m gegenüber ift b(1)er die %reif:precf)ung a~ ~ecf)t . erfolgt,. fOl)ai3 die .!t(lffationßbefcf)\tlerbe mit meaug auf bte gegen ll)n gend)tete ~trafflage a03uU:>effen ift. ~emnad) l)at ber .!taffation~l)of erfannt: _ 1. j(in~d)m~) bel' %tl1~effa!lten ,3ofef lBrun mater unb ,3ofef ~run ~ol)n mtrb ble .!taffatlon\$beicf)roerbe begrünbet erfliirt unb bem" gemaa baß Urteil be~ Dbergericf)t~ be6 .ltanton6 Buaern l)om 25. ~rn 19?5 aufg;90ben unb die @acf)e au neuer meurteilullg an bteleß @ertcf)t aurucfgeU:>iefen. 2. Jjiniid)tlid) beß %tl1gef)lagten ,3ol)ann S)ermalln luf)rb die .!taffatollß6eid)\tlerbe aoge\tliefen. mergl. aud) ~r. 118. III. Organisation der :Bundesrechtsp:o'lege. Organisation judiciaire federale. 118. Arret de la. Cour de ca.sation

pena. le du 6 decembre 1905, dans la cause Procureur general du canton de Neuchâtel contre Wyss et consorts. Legitimation pour le recours en cassation dans les affaires en matiere de poursuites penales qui n'ont lieu que sur la plainte du lésé (contrefaçon de marques de fabriques, art. 24 et 25 loi féd. sur les marques de fabrique, etc., par exemple); le procureur general n'est pas une «partie atteinte par la decision» («Prozessbeteiligter») et il n'a, par conséquent, pas qualité pour recourir en cassation. Art. 161 OJF. A. - Ensuite de plainte penale portee par la Société en commandite par actions Georges Favre-Jacot & Coie, ayant siege au Lode, le 16 novembre 1903, et, apres enquete, la Chambre d'accusation du canton de Neuchâtel, par arret du 23 janvier 1905, renvoya a comparaitre devant le President du Tribunal correctionnel du Locle : 710 B. Strafrechtspflege. 1. - Adolphe Wyss, fabricant d'horlogerie, au Locle ; 2. - les freres Jules et Hermann Blumenthai, negociants, a Constantinople ; 3. - les freres Walter, Jean, Adolphe, Arnold, Edgar et Werner Girard, fabricants de boites de montres sous la raison sociale ~ Girard freres ~, a Granges, sous la prevention, les trois premiers, d'avoir imite, de maniere a induire le public en erreur, la marque de fabrique deposee par la recourante au Bureau federal de la propriete intellectuelle, a Berne, le 15 septembre 1896, sous N° 8638, et d'avoir vendu, mis en vente ou en circulation des montres revetues d'une marque qu'ils savaient etre imitee, les six derniers, d'avoir coopere sciemment aux infractions ci-dessus, en apposant sur les boites de montres qu'ils livraient a Adolphe Wyss une marque qu'ils savaient etre une imitation de celle de Georges Favre-Jacot & Coie, delits prevus par les art. 24 litt. a, c et d et 25 de la loi federale concernant les marques de fabrique et de commerce, du 26 septembre 1890. B. - Les freres Blumenthai et les freres Girard ayant, a l'audience du 1er aout 1905, decline la competence du President du Tribunal correctionnel du Locle pour connaitre des delits ou contraventions qui leur etaient reproches, le President du Tribunal correctionnel du Locle, par jugement du meme jour, accueillit cette exception comme fondee par des motifs qu'il serait superflu de vouloir rappeler ici, et renvoya la plaignante a poursuivre son action devant les tribunaux soleurois competents en ce qui concerne les freres Girard, et devant les tribunaux turcs competents en ce qui concerne les freres Girard. Puis, par un second jugement en date du meme jour, et ensuite du verdict du jury, negatif sur la question de culpabilite a l'egard du prevenu Adolphe Wyss, le President du Tribunal correctionnel du Locle prononça la liberation pure et simple de ce dernier des fins de la poursuite penale dirigee contre lui, l'action civile demeurant reservee. C. - C'est contre le premier de ces jugements que le III. Organisation der Bundesrechtspflege. No 118. 711 Procureur general du canton de Neuchâtel a declare recourir en cassation aupres du Tribunal federal en se fondant l'art. 165 OJF. Le recourant presente ses conclusions motivees tendant a ce qu'il plut au Tribunal federal comme Cour de cassation penale: 1 - casser le jugement dont recours. 2 - dire en consequence que le Tribunal correctionnel du Lode est competent pour proceder au jugement de Jules et Hermann Blumenthai en ce qui concerne l'inculpation d'avoir imite la marque de fabrique de la Société Georges Favre-Jacot & Coie au Lode, ou tout au moins l'inculpation d'avoir coopere sciemment a l'infraction d'imitation de la dite marque, pour laquelle Adolphe Wyss, fabricant d'horlogerie au Locle, a ete renvoye devant le Tribunal correctionnel du Locle, par arret de la chambre d'accusation en date du 23 janvier 1905 ; 3 - dire que le Tribunal correctionnel du Lode est competent pour proceder au jugement des six freres Girard renvoyes devant lui par l'arret de la chambre d'accusation pre-rappee sous la prevention mentionnee au dit arret. En outre - Les freres Girard ont conclu au rejet de ce recours principalement comme irrecevable, pour défaut de qualité du recourant, subsidiairement comme mal fonde. Les freres Blumenthai ont conclu a ce que

le dit recours fut écarté comme mal fondé. Statuant sur ces faits et considérant en droit : Aux termes de l'art. 168 OJF, la Cour doit examiner d'office si le pourvoi est recevable et s'il a été exercé dans les formes et délai prévus par la loi; il est donc indifférent que seulement les frères Girard aient soulevé cette question de recevabilité ou d'irrecevabilité du recours la Cour n'en doit pas moins l'examiner d'une manière générale, sans distinguer entre les motifs suivant que les conclusions des uns ou des autres ont, ou non, porté sur ce point. Or, il est certain que la poursuite pénale dirigée contre les intimes, basée sur les art. 24 litt. a, c et d et 25 de la loi XXXI, I. - 1901 § 4, 6 7 12 B. Strafrechtspflege. fédérale susmentionnée du 26 septembre 1890, n'a eu lieu, ainsi que cela ressort du dossier, et ne pouvait avoir lieu, ainsi que cela résulte de la comparaison entre eux des art. 24 à 27 leg. eit., que suit la plainte de la partie lésée, soit, en l'espèce, de la Société en commandite par actions Georges Favre-Jaquet & Cie, au Locle. L'on se trouve donc incontestablement ici en présence de l'une des poursuites prévues à l'art. 161, 1re partie OJF, dans lesquelles le droit de recours en cassation n'appartient qu'aux seules 4^e parties atteintes par la décision (texte al. 1: 4^e. nur den durch die Entscheidung betroffenen Prozess beteiligten »). La loi a voulu distinguer, dans ces cas, entre les parties proprement dites dans un procès pénal, au nombre desquelles l'on peut, à certain point de vue, compter le représentant du ministère public, et les parties au procès qui peuvent être atteintes, c'est-à-dire dont les intérêts personnels peuvent se trouver lésés par la décision susceptible de recours; et c'est à ces dernières seules que la loi a conféré le droit de recourir auprès de la Cour de cassation pénale fédérale. Il suit de là qu'effectivement, - ainsi que l'ont fait remarquer les intimes, les frères Girard, - le Procureur général du canton de Neuchâtel, que le jugement du 1^{er} août 1905 n'a atteint ni ne pouvait atteindre, n'avait point qualité pour recourir contre ce jugement, et qu'en conséquence son pourvoi doit être écarté préjudiciellement comme irrecevable. - Le texte même de la loi étant suffisamment clair pour qu'aucun doute ne soit possible sur les intentions du législateur à cet égard, il n'y a pas lieu d'entrer dans d'autres développements à ce sujet. Par ces motifs, La Cour de cassation pénale fédérale prononce: IL n'est pas entre en matière sur le recours. I i C. Entscheidungen der Schuldhetreibungs- und Konkurskammer. Arrêts de la Chambre des poursuites et des faillites. 119. fuf 4-ib 11.,,., 3. ~ftf., & 1905 in <5adjen ~uf-IU4mu. Betreibungsart. - Betreibung gegen einen gewesenen Kollektivgesellschaft nach Auflösung der Gesellschaft. Art. 39 Ziff. 2, 40 Sc-KG. - Anfangspunkt der Fmt des Art. 40 ist nicht der Zeitpunkt der Liquidation bzw. der darauf gerichteten Publikation, sondern der Zeitpunkt der Auflösung der Gesellschaft bzw. der dazu bezüglichen Publikation im Handelsregister! Art. 545, 572 OR. ~, I. ~m _ 3. „Januar 1898 fÖßte ~9 bie JtoUettibsefeUfc9aft If)ßau(!n~f & @;ie." in ~af el, ttlelger bel' ljeutige !neturrent)ßaul ~uf-smarttn angeljörig, auf unb trat in 2tquibation. :nie ~uf. lofung tltutbe ~ 6. ~anuat 1898 im fc9ttletaerifdjen Sjanbelß. amtßb:'dt ~u6h3tert mtt ~em ~eifiigen, baB bie 2iquibation unter bel' ~trma „)ßaul !nuf & @;ie. in 2iquibatien" ben ben @efeU= fc9afteru befergt \tlerbe. :nie 2iquibation bauette biß 1905, ttle. ~"Uf_ am 9. ,3~ni b. ,3. bie ~irma fI)ßaur !nuf & @;ie." in 2iq." tm .ldanbelßregtfer geßfdjt unb biefelbe 2.öfdjung am 15. Juni im Sjaubeiß'U~tßllltt bel~nt. gemndjt tltutbe. ~m 19. ,3uni erlieB baß ~ettelungßamt ~mmgen gegen ben !nelunenteu !nuf eine